

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

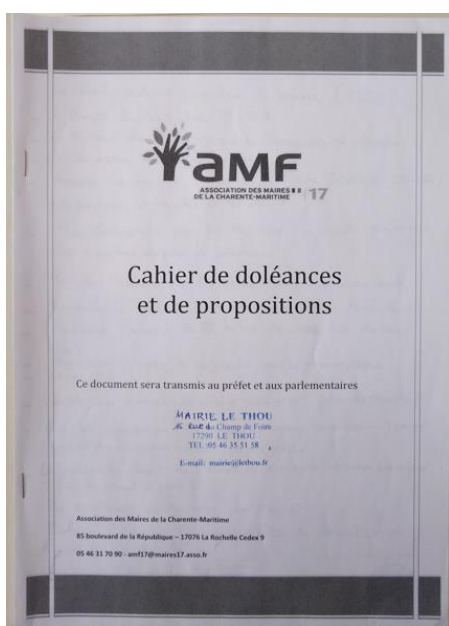
par Marie-Anne Chabin, 2024

Le Thou

code INSEE : 17447

1932 habitants

Communauté de communes : Aunis Sud



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W192) ; copie numérique incomplète aux Archives nationales.

Forme : 7 feuillets numérotés de 1 à 7 agrafés (2 agrafes à gauche) + 3 feuilles volantes.

Couverture AMF en noir et blanc, tampon de la mairie.

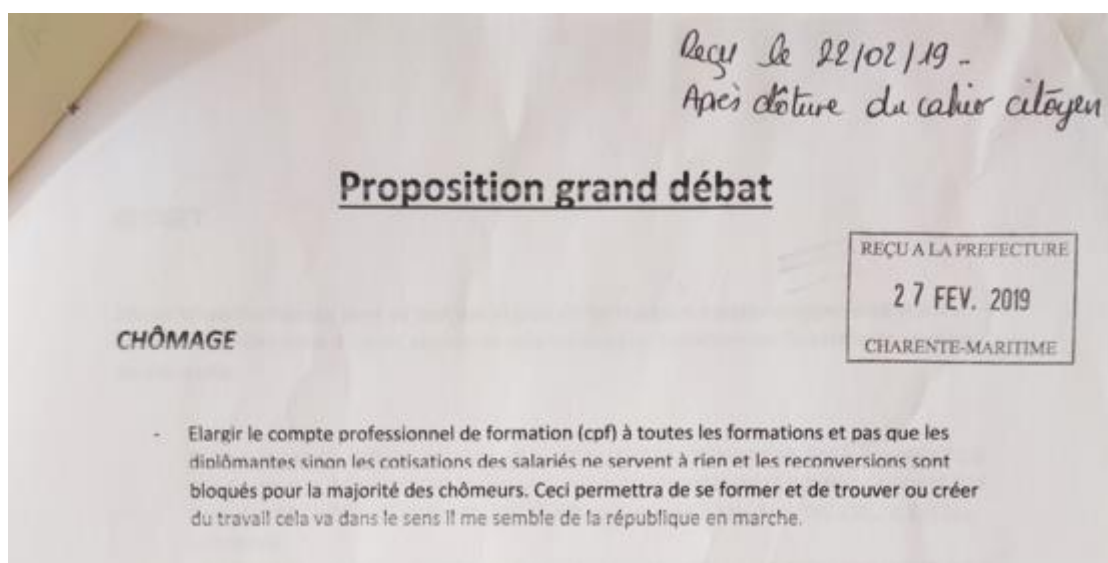
Titre : Cahier de doléances et de proposition.

Clos le 20 février 2019, signature du maire.

10 contributions (dont une reçue après clôture = 3 feuilles volantes manquantes dans copie numérique).

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

*- Arrêter de forcer une transition énergétique onéreuse et inefficace, alors que l'énergie nucléaire ne pollue pas en CO2 et n'émet pas de gaz à effets de serre.
En l'occurrence je demande que soit supprimée toute subvention aux colimacons et panneaux solaires.*



Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 56 lignes, 257 mots (homme)

[Nom Prénom]

Je souhaite :

Le Référendum Initiative Citoyenne (RIC).

L'impôt sur la fortune ISF.

Le retrait de la CSG sur les pensions de retraite.

La révision de la convention [sic]. Réguler les indemnités des présidents-ministres, collaborateurs et députés et sénateurs.

Plus d'indemnités pour les présidents en retraite ainsi que les ministres, députés et sénateurs.

Réguler l'essence sur les taxes et non le prix du brut.

Augmenter le SMIC pour un salaire net à 1500 €.

Améliorer l'accueil et la fin de vie de nos aînés.

Augmenter le nombre de soignants pour les personnes âgées.

Zéro SDF.

Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches).

Que les gros groupes (MacDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent gros et que les petits artisans payent petit.

Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé (pas de retraite à points).

Pas de retraite en dessus de 1200 €.

Protéger l'industrie française ; interdire les délocalisations.

Fin du travail détaché.

Limiter les CDD et plus de CDI.

Salaire de tous les Français ainsi que les retraites doivent être indexés à l'inflation.

Que les emplois soient créés pour les chômeurs.

Vivre en France pour l'intégration implique à un étranger de suivre des cours de français, cours d'histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours.

Même système de sécurité social pour tous

Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transport seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés.

Moyens conséquents accordés à la juste, police, et à la gendarmerie, et aussi l'armée.

[Signature]

2. Manuscrit, 5 lignes, 54 mots (homme)

[Prénom Nom]

- 1] Reconnaissance du vote blanc lors des élections. Si le taux est > 25 % : remise en cause et re-élection.
- 2] Revoir ou remettre à plat la représentation de tout le personnel élu : pas plus de 2 mandats. Possibilité de révocation en cas d'incompétence. Réévaluation des indemnités des élus-maires à la baisse.

3. Dactylographié découpé collé, 15 lignes, 130 mots

DOLÉANCES AU GOUVERNEMENT

Janvier 2019

1. Rétablissement de l'ISF.
2. Mise en place du RIC.
3. Suppression de la CSG sur les retraites.
4. Indexation totale des pensions de retraites sur l'indice du coût de la vie.
5. Garantie sur le maintien dans les règles actuelles des pensions de réversion.
6. Rétablissement de la part de 0,5 point pour les veuves et veufs.
7. Rattrapage de 3 % compte tenu des pertes passées.
8. Suppression des avantages, cumuls et privilèges des membres du gouvernement ainsi qu'aux anciens présidents.
9. Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.
10. Suppression des frais de succession en dessous de 500 000 €.
11. Suppression des frais abusifs des banques et carte bleue gratuite.
12. Proportionnelle aux élections.
13. Prise en compte du vote blanc.
14. Retour immédiat des migrants mineurs isolés dans leur pays d'origine.

[Signature]

4. Manuscrit, 11 lignes, 96 mots (homme)

- Arrêter de forcer une transition énergétique onéreuse et inefficace, alors que l'énergie nucléaire ne pollue pas en CO₂ et n'émet pas de gaz à effets de serre. En l'occurrence, je demande que soit supprimée toute subvention aux éoliennes et panneaux solaires.
- Impôts sur les revenus : il n'est pas juste que seule la moitié des foyers fiscaux soit imposée sur les revenus. Je demande que tous paient cet impôt, à l'instar de la TVA.
- Facture EDF : je demande que soient supprimées de cette facture les 3 taxes et contributions qui sont des impôts indirects déguisés.

Le 15/1/2019 [Prénom Nom]

5. Manuscrit, 19 lignes, 125 mots

Fraudes sociales. Avant de demander aux Français de faire des efforts,

- Vérifiez les comptes de la SS
- Vérifiez tous les n° de SS délivrés frauduleusement. Des milliers de dossiers sont ouverts et des allocations versées s/ des faux documents. Il y a là des milliards à récupérer !!!
- Vérification des comptes de l'État :
 - en diminuant de 50 % le personnel de l'Élysée, de Matignon et de l'Assemblée nationale ; on peut faire énormément d'économie s/ le train de vie de l'État
- Également sur les retraites et pensions versées à des militaires morts depuis longtemps à l'étranger (Algérie, Maroc, etc.) et qui continuent à être versées.
- Suppression des députés et sénateurs (quota 50 %).

Voilà de quoi faire des économies sans faire payer les contribuables

C. [Nom]

6. Manuscrit, 4 lignes, 33 mots

Le 18/01/19 : serait-il possible de continuer de geler les prix des carburants voire de les baisser à partir du 1^{er} 2020. Augmentation du SMIC. Revoir le prix du contrôle technique à la baisse, trop onéreux.

Mr [Nom] S.

[Signature]

7. Manuscrit, 6 lignes, 37 mots

Le 29/01/2019

Ce serait bien de baisser les carburants.

Enlever la CSG pour les retraites.

Baisse de la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité. Sur l'EDF, tout ce qui touche au chauffage l'hiver.

Merci de prendre en considérations

[Nom Prénom Signature]

8. Dactylographié collé, 32 lignes, 325 mots

- Répercuter les baisses des cours des matières premières agricoles sur les prix en rayon
- Annuler le relèvement du seuil de revente à perte, qui gonfle les marges de la grande distribution
- Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue
- Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée
- Supprimer les commissions d'intervention en cas d'incident bancaire

Cahier du Thou

- Faire varier les aides à la rénovation énergétique en fonction du niveau de performance et non des équipements
- Appliquer strictement le principe « préleveur-pollueur-payeur » pour l'eau potable
- Taxer les entreprises qui ne font pas d'effort pour réduire les emballages (au lieu des ménages qui trient...)
- Allonger la durée de garantie légale en fonction de la durée de vie des produits
- Faciliter la comparaison et le changement d'assurance santé
- Limiter les dépassements d'honoraires médicaux
- Réformer l'apprentissage de la conduite pour baisser le prix du permis
- Libéraliser la vente de pièces de carrosserie automobiles
- Taxer les entreprises françaises qui se délocalisent à l'étranger
- Alléger les charges des petites entreprises, artisans, petits commerces, pour favoriser les services de proximité
- Contrôler les ventes du patrimoine français racheté par des étrangers (intérêt ou non ?)
- Diminuer les indemnités des anciens présidents (et certains privilèges), sénateurs, députés, élus en général ; revoir leur système de retraite
- Revoir les conditions d'attributions des allocations familiales pour les foyers avec des revenus importants
- Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation
- Diminuer le montant de l'allocation scolaire des enfants de 6 à 10 ans, très élevé alors que la plupart des fournitures sont achetées par l'école. En 2018, 367,73 euros pour acheter un agenda, des crayons de couleur, des stylos et des feutres...
- Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuer de pouvoir déduire les frais de garde lors de la déclaration de revenus, jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans
- Limiter le nombre d'élèves par classe.

[2 signatures]

9. Manuscrit, 9 lignes, 53 mots

Bonjour

Il faut expulser tous les délinquants étrangers dans leur pays d'origine, surtout les fichés S et les terroristes... qui n'ont rien à faire en France si ce n'est que de semer la terreur !

Et arrêter de faire rentrer dans notre pays des migrants économiques !

Y en a assez, Mr Macron!

[Signature]

10. Dactylographié collé, 70 lignes, 820 mots

[Mention manuscrite : Reçu le 22/02/19. Après clôture du cahier citoyen. Tampon de courrier arrivée à la préfecture en date du 27 févr. 2019]

[Cette contribution ne figure pas dans la copie numérisée du cahier]

[Certaines lignes, mal imprimées, sont illisibles]

Proposition grand débat

CHÔMAGE

Élargir le compte professionnel de formation (CPF) à toutes les formations et pas que les diplômantes, sinon les cotisations des salariés ne servent à rien et les reconversions sont bloquées pour la majorité des chômeurs. Ceci permettra de se former et de trouver ou créer du travail ; cela va dans le sens il me semble de la République en marche.

LOGEMENT

Suppression de la loi de squat 48h. Cette loi est scandaleuse et devrait être supprimée ou révisée tout de suite afin de permettre aux propriétaires de récupérer les lieux dès qu'il y a occupation de ces derniers. Loi ÉLAN il me semble.

Proposer les loyers à la source, c'est-à-dire autorisation de prélèvement du loyer sur le salaire ou sur le compte bancaire à l'aide de mandat signé par le locataire. Cette procédure permettrait une confiance envers le futur locataire ; c'est du donnant-donnant et les [CDD] trouveront des logements plus facilement car les propriétaires toucheront obligatoirement leurs loyers.

En cas de loyers impayés de plus de 2 mensualités, obligation de quitter les lieux sans procédure judiciaire et à l'aide de la police municipale ou gendarmerie. Cela permettra de rassurer les investisseurs et de désengorger les tribunaux. La location sera ainsi prise au sérieux et évitera les impayés.

Fichiers locataires mauvais payeurs. Cette création facilite la validation des dossiers et réduira les impayés.

Possibilité de bail au mois ou à la semaine comme aux États-Unis.

BUDGET

Afin de laisser les Français vivre de leur travail, stopper les taxations supplémentaires ainsi que les impôts, c'est-à-dire créer d'autres sources de revenus ou gérer correctement l'argent avec ceux qui en ont le plus.

Stop aux cadeaux fiscaux tels que allègement de cotisations bas salaires et Cie. Ces 2 mesures doivent être supprimées pour ces entreprises comme la Poste, EDF, etc. Ces mesures doivent être réservées uniquement aux PME-TPE etc. C'est du bon sens.

Création de maisons closes. Cela suffit, les hypocrites et les bien-pensants. Cela va aider les femmes qui souhaitent se prostituer en toute sécurité et évitera les proxénètes ou maquereaux (voir les pros dans certains pays, c'est une question de sécurité et d'hygiène et de liberté de chacun). Ces maisons closes seront taxées et [cela] créera des fonds pour l'augmentation du smic à hauteur de 1500 euros nets par mois ; ceci est le salaire minimum aujourd'hui.

Légalisation et vente libre du cannabis. Cela va créer de l'emploi et donc encore des taxes supplémentaires qui pourraient financer des nouvelles constructions de prisons dans des territoires désertés afin de mettre à l'ombre les dealers de cocaïnes.

Réduction du budget de l'État de 500 millions d'euros à 1 [milliard] d'euros, ce qui est normal quand un pays est endetté. Une prime d'objectif sera peut-être autorisée si la dette de la France diminue de 15 milliards/an minimum.

Cahier du Thou

Arrêt des retraites cumulables des députés ; 1 seule retraite après 42 ans d'activité, comme les citoyens.

Arrêt des retraites à vie des présidents. Prime de 1000 euros uniquement.

Arrêt des avantages fiscaux des élites de l'État

IFI : le plafond doit être à 2 millions de valeurs mobilières avec taxation par palier.

Impôts par palier à partir de 2000 euros de revenus net par mois personne seule, et non-imposition pour les salaires en-dessous. Palier de 10 à 50 %.

Taxation des grosses entreprises à 40 % et 15 % pour les PME-TPE ;

Plafonner le prix des péages à 10 euros maximum et 1 euro pour l'État sur ce prix. C'est donc une taxe pour les péages.

Arrêt des prestations de la CAF pour les personnes étrangères ; exemple, suppression de la prime maternité, même si l'enfant est né en France (les parents n'ont pas cotisé, donc pas dans un État endetté).

Garder les niches fiscales écologique (fenêtres, etc.)

Supprimer les niches pour les journalistes haut placés.

[ligne illisible] abus des industriels producteurs.

Plafond du coût du carburant : 1,25 euro max pour le diesel et l'essence vu que le coût mondial *[mot illisible]* baisse

Aide pour les véhicules hydrogènes ou GPL ; avoir le choix car l'électrique a trop de mauvais points et dessert l'écologie, donc c'est urgent.

SANTÉ

Remboursement du DPNI à 100 % pour tout le monde. C'est un dépistage pour la trisomie 21 qui doit être obligatoire à chaque grossesse.

SÉCURITÉ

Autorisation de revendre les larcins des prises douanières, exemple voitures de sport afin de donner des moyens supplémentaires à nos forces de l'ordre sans financements publics, ou argent du trafic de cocaïne. Cela peut permettre de financer des locaux ou équipements, ou augmentations de salaires. Cette pratique se fait aux États-Unis et les postes de police s'autofinancent. C'est une bonne idée.

Avoir une application où seraient notées les personnes arrêtées, et avec un casier mis à jour et fait par la police pour des délits sexuels violents vis à vis des femmes, ouverte aux femmes qui peuvent la consulter en cas de doute sur une personne.

[FIN]